

“hd

Centre  
pour le dialogue  
humanitaire



## Faciliter la mise en œuvre d'un accord national par la médiation locale

Bonnes pratiques au Nord du Mali pour réduire l'insécurité

En 2015, le Gouvernement du Mali et les deux coalitions de groupes armés qui avaient combattu pour l'indépendance de l'Azawad au Nord du pays, à savoir la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme, signaient l'Accord pour la paix et la réconciliation. Pour parvenir à un règlement durable du conflit, l'Accord prévoit, en son article 28, que « *des comités consultatifs locaux de sécurité (CCLS) regroupant les représentants de l'Etat, des autorités régionales et locales, des communautés et des autorités traditionnelles sont mis en place et placés sous l'autorité du chef de l'Exécutif local.* » Cinq ans après la signature de l'Accord, les comités consultatifs locaux de sécurité n'ont pas vu le jour faute d'accord au niveau du Comité de Suivi de l'Accord.

Les accords de paix entre États et groupes d'opposition armés, moulés sur le modèle des traités de paix entre Nations, échouent trop souvent à ramener la paix faute de mise en œuvre. Le manque d'adhésion à l'accord par les élites traditionnelles comme les combattants et leurs communautés, la méconnaissance des dispositions des accords et parfois leur inadaptation aux réalités locales, les espoirs déçus en matière de justice, sécurité et gouvernance compromettent en effet l'efficacité des processus de paix nationaux. Seuls des efforts soutenus de médiation de la mise en œuvre des accords nationaux entre tous les échelons des parties signataires et les communautés concernées peuvent parvenir à instaurer une paix durable. Ces médiations locales produisent à leur tour des accords spécifiques de mise en œuvre qui respectent l'esprit du traité de paix national.

En 2017, le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) a été sollicité par les gouverneurs et les autorités intérimaires des régions de Tombouctou et Taoudéni pour faciliter la médiation de l'établissement d'un cadre de gestion

concertée de la sécurité à même de gérer les défis sécuritaires qui secouent les deux régions. En effet, si depuis 2015 les affrontements entre États et groupes armés ont cessé, la pacification escomptée est loin d'être atteinte malgré l'attachement des parties à l'Accord. Les régions du Nord n'ont de cesse d'être le théâtre d'un banditisme croissant alors que le processus de démobilisation, désarmement et réintégration des combattants s'essouffle et que les unités mixtes composées tant d'anciens combattants que de militaires maliens ne parviennent pas à rétablir la sécurité dans les grandes villes du Nord du pays.

Après plusieurs mois de médiation entre autorités, groupes armés et communautés facilitée par HD, deux cadres de gestion concertée de la sécurité ont vu le jour : l'un pour les régions de Tombouctou et Taoudéni en 2017 et l'autre pour la région voisine de Gao en 2020. Ces cadres ont pour mission d'appuyer autorités intérimaires, gouvernorats et préfectures dans leur rôle de sécurisation et d'appui à la cohésion communautaire. Ils regroupent des représentants des autorités intérimaires, des gouvernorats et préfectures, mais également des responsables des groupes armés signataires, des forces armées maliennes ou encore des leaders religieux et communautaires.

Lorsque leurs membres trouvent un terrain d'entente, ces cadres de gestion concertée de la sécurité permettent la naissance d'initiatives conjointes : sécurisation d'axes routiers ou de localités, meilleure collaboration entre groupes armés signataires et force de défense et de sécurité & appui aux efforts de résolution des conflits locaux.

En déployant leurs effets, ces mécanismes ont concrètement renforcé l'adhésion des communautés au processus de paix national.

## La sécurisation des axes routiers entre Goundam et Tombouctou

---

L'axe routier le plus fréquenté de la région, reliant Tombouctou et Goundam, était devenu depuis 2015 le théâtre incessant de braquages et d'attaques armées par des individus non-identifiés. En conséquence, tant la liberté de mouvement des populations locales que les activités économiques étaient entravées. Depuis sa création en 2017, le cadre de gestion concertée de la sécurité de Tombouctou et Taoudéni s'était engagé pour la mise en place de patrouilles militaires sur cet axe, sans pour autant trouver le répondant nécessaire au sein des autorités militaires, dont le commandement est basé à Bamako. Début 2019, à la suite de l'intensification des braquages, les jeunes de Goundam et Tombouctou ont manifesté pour obtenir une intervention de l'Etat, relançant ainsi les débats au sein du cadre pour répondre à la demande de sécurisation exprimée par la population.

C'est ainsi que dès mars 2019 la CMA a assuré durant un mois et deux fois par jour des patrouilles sur l'axe Tombouctou – Goundam, avant d'être relevée par les forces de défense et de sécurité qui conduisaient également des escortes. Ces patrouilles se sont même étendues jusqu'à Niafouké qui se trouve à 250 km au sud de Tombouctou en passant par Tonka. Elles ont permis l'arrêt des braquages et ainsi la reprise des activités économiques. Cependant, cet équilibre demeure fragile comme le démontre le repli, début 2020, des forces armées maliennes de la ville de Tonka et de Diré vers Goundam qui a entraîné un regain des incidents dans ces deux localités qui a mené à l'arrêt de toutes les patrouilles en mai 2020.

## La prévention d'un conflit entre jeunes sédentaires et arabes de Tombouctou et Taoudéni

---

Enlèvements, check-points, braquages. La liste des incidents sécuritaires qui frappent Tombouctou ville et ses environs est longue et n'a cessé de nourrir la méfiance intercommunautaire depuis 2017. Les jeunes sédentaires accusaient leurs homologues arabes et touaregs d'être responsables des incidents en raison de leur affiliation aux groupes armés. Dès 2018, jeunes sédentaires et jeunes arabes ont commencé à se défier par radios et réseaux sociaux interposés, alimentant les tensions entre les deux communautés qui ont culminé par un affrontement entre elles en septembre 2019.

En octobre 2019, le cadre de gestion concertée de la sécurité de Tombouctou et Taoudéni, appuyé par HD, a organisé une concertation entre jeunes et chefs de base des groupes armés signataires des deux régions en vue d'établir un pont entre eux susceptible d'apaiser les tensions. A l'issue, une charte de bonne conduite de la jeunesse des deux régions a été approuvée par les parties et un comité de suivi de onze jeunes pour diffuser la charte a été mis en place. De leur côté, les groupes armés se sont engagés à sensibiliser les jeunes issus de leurs rangs au respect de la cohésion intercommunautaire et à leur demander l'arrêt immédiats des actes de violence.

Les recommandations ont rapidement été appliquées par les jeunes membres des groupes armés qui ont cessé le recours à la violence. Pour preuve, les auteurs des incidents sécuritaires intervenus après la signature de la charte n'appartenaient à aucune des listes des groupes armés. La confiance a ainsi été rétablie entre les jeunes des deux communautés qui se fréquentent de nouveau pacifiquement.

## La prévention du banditisme avec l'opération Alafia

En octobre 2019, le cadre de gestion concertée de la sécurité de Tombouctou et Taoudéni a entrepris, par l'intermédiaire du président de l'autorité intérimaire de Tombouctou et celui de la CMA, un plaidoyer auprès des dirigeants de son groupe pour qu'ils s'engagent à lutter contre le banditisme qui mine la région. En réponse, l'opération nommée Alafia (*Paix en touareg et sonrhai*) a été lancée par la CMA et s'est traduite par des opérations de sécurisation des lieux fréquemment frappés par des incidents sécuritaires dans les environs de Goundam, Niafouké, Tombouctou et Ber. Ainsi durant plusieurs mois une forte réduction des cas de banditisme et de braquage a été enregistrée, ainsi que l'arrestation d'une vingtaine de bandits. Par manque de moyens matériels et financiers, la CMA a néanmoins mis fin à son opération en avril 2020.

*“On n'a plus d'enlèvement, on n'a plus de braquage. On n'est plus menacé chez nous.*

*“J'espère que la paix est à portée de notre main. Je l'espère très bien.”*

Un chef de village de la commune de Ber, cercle et région de Tombouctou



HD remercie le Danemark pour son soutien depuis 2011 à son action au Mali.

## La sécurisation de la ville de Tombouctou

Le vide laissé par les forces de défense et de sécurité à Tombouctou a favorisé la prolifération de bandits qui se sont adonnés au vol de voitures, aux braquages et aux assassinats ciblés dans la ville. Le cadre de gestion concertée de la sécurité de Tombouctou et Taoudéni s'est donc engagé pour la stabilisation de la ville de Tombouctou à travers la multiplication d'espaces d'échange avec les représentants du gouvernement basés à Bamako et les forces armées maliennes. Ce dialogue a permis, de mars à juin 2019, la mise en place de postes de contrôle par la police et la gendarmerie à des points stratégiques de la ville et au déploiement d'une force spéciale de l'armée dans la ville dissuadant les bandits. Ces deux mesures ont permis la baisse de la circulation des armes dans la ville, la diminution des assassinats ciblés et du banditisme. Faute de moyens, cette mesure n'est pas encore parvenue à s'inscrire dans la durée.

